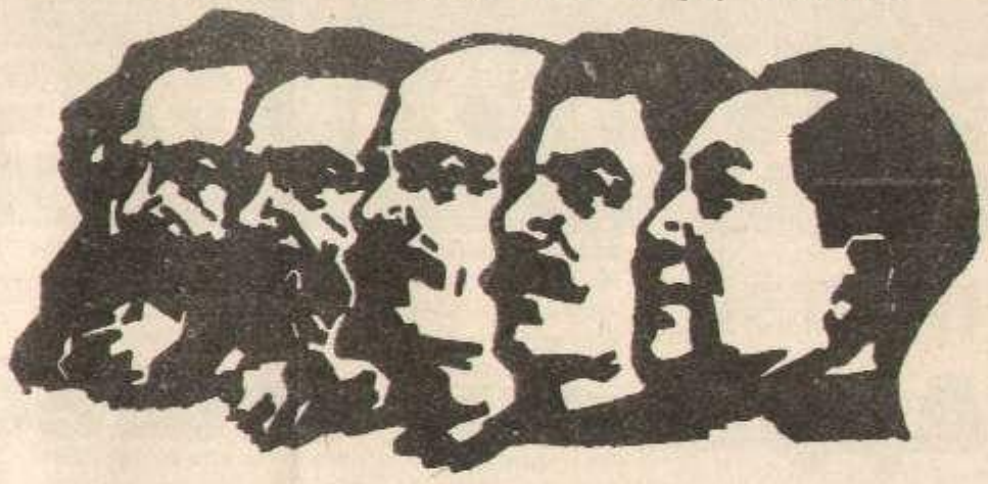
front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez - vous !

organe central du Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

N° 166 15 SEPT. 1975 / BP 161 - 75864 - PARIS - cedex 18 - CCP Front Rouge 31.191.14 la Source 2 F

DES LE 29 SEPTEMBRE LE QUOTIDIEN DU PEUPLE DANS CHAQUE KIOSQUE

PAGE 2

LIBAN :

APRES L'ACCORD EGYPTE - ISRAEL

LA droite suscite à nouveau de graves incidents dans la région de Tripoli. Derrière les « conflits confessionnels », c'est l'application de l'accord égypto-israélien qui se dessine : l'offensive contre la Résistance Palestinienne et ses frères d'armes libanais.

PAGE 8

CORSE PAGE 3

APRES les manifestations et la journée « île morte », les masses populaires corses affirment leur volonté de poursuivre la lutte contre la répression, tandis qu'elles s'opposent de plus en plus au système des clans. Les travailleurs s'interrogent et prennent progressivement conscience de la nécessité d'en finir avec le système d'exploitation et d'oppression capitaliste.

MAMMOUTH, BOUSSAC : LA RENTREE DES TRAVAILLEURS

A Bolbec, où le capitaliste Boussac vient de fermer ses usines, les ouvriers cherchent la voie de la riposte.

Au Mammouth de Rennes, les employés sont en grève contre le chômage et les salaires de misère. Ils bloquent les entrées du magasin et occupent jour et nuit. C'est leur réponse aux attaques des capitalistes.

PAGES 4 - 5

29 septembre
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

Appel aux lecteurs

« Le Quotidien du Peuple » ne pourra être rédigé sans l'aide et la participation active des travailleurs qui le liront. L'équipe de rédaction centrale ne saurait suffire. Pour que « Le Quotidien du Peuple » puisse intervenir dans tous les domaines de la vie, il faut de nouveaux rédacteurs, de nouveaux collaborateurs, de nouveaux correspondants.

Déjà de nombreux lecteurs nous ont écrit pour nous faire des propositions de correspondances régulières. Comme ce nouvel abonné de Saint-Denis :

« Je vous propose ma collaboration pour tous travaux historiques... plus particulièrement dans les questions concernant la Révolution française.. »

D'autres camarades nous on proposé leurs compétences techniques :

« ...Bien sûr, je me mets à votre disposition en tant que lecteur et abonné du journal... Je pourrais être utile comme dactylo. J'ai même quelques connaissances en multi-point... »

Sur l'histoire du mouvement ouvrier, sur l'école, sur les questions paysannes..., de nombreuses propositions nous sont parvenues. Dans les usines, les quartiers, des réseaux de correspondants se mettent en place. Ce mouvement, il s'agit de le développer encore !

Camarade, toi qui t'intéresse aux questions culturelles, à la littérature, au cinéma, au théâtre... tu peux rédiger des critiques, des commentaires pour « Le Quotidien du Peuple ».

Camarade, toi qui a des connaissances particulières dans le domaine des questions scientifiques, écris au journal, prends contact avec nous. Le nucléaire, le cancer, l'énergie solaire... autant de problèmes sur lesquels les travailleurs attendent du « Quotidien du Peuple » réponses et explications.

Camarade, toi qui est sportif et t'intéresse aux manifestations sportives, toi qui as des idées sur ce que pourra être le sport socialiste, tu peux devenir correspondant régulier du « Quotidien du Peuple ».

Camarades qui avez des suggestions pour participer à telle ou telle étape de la rédaction ou de l'impression du « Quotidien du Peuple », écrivez-nous pour nous en faire part. Dès aujourd'hui, notre journal a besoin de vos correspondances sur les événements auxquels vous participez, sur les questions, les aspirations des travailleurs avec lesquels vous vivez.

Camarades, c'est sur vous que repose la bataille pour le Quotidien, pour en faire ce lien vivant qui nous unisse dans notre lutte pour la Révolution.

ABONNEZ - VOUS
au QUOTIDIEN DU PEUPLE
CCP 23 132 48 F PARIS

○ 1 an : 250 F ○ 3 mois : 80 F
○ 6 mois : 150 F ○ 1 mois : 30 F

POUR L'ETRANGER : Ecrire au journal qui fournira le tarif

Avec la section internationale...

En se promenant dans les locaux du journal, on rencontre Jean Lermet, qui anime la section internationale. Quand on lui demande : **« Alors, Jean, ce quotidien ? »** Il répond : **« On le prépare. Bien sûr, avec la sortie de Front Rouge en même temps, ça fait du travail. Mais, de toute façon, Le Quotidien, c'est une bataille, c'est une rude bataille. Pas seulement pour nous. Pour tous les camarades du Parti qui s'en donnent pour le financement, pour la propagande, pour la collaboration. Les difficultés, c'est stimulant : ça appelle à les vaincre ».**

Un quotidien communiste, il va falloir qu'il donne un point de vue juste sur le dernier coup d'état au Pérou, le jour où il se produit. Mais il faudra aussi que les travailleurs puissent trouver de quoi s'orienter sur la situation générale de la lutte des classes, sur la lutte pour l'hégémonie mondiale entre les deux superpuissances, sur le mouvement des peuples et des pays du Tiers-Monde, et ainsi de suite.

Alors, rendre compte de l'actualité au jour le jour, donner par des articles de fond un point de vue d'ensemble, c'est les deux grands points. En plus, on n'est pas là pour embêter les gens, pour qu'ils retrouvent d'un jour à l'autre les mêmes formules toutes faites. Ça, c'est bon pour l'Humanité. Non, il faut absolument que l'ouvrier, le paysan français, en jetant un coup d'œil sur la page internationale, puisse se rendre compte que l'ouvrier argentin, le paysan indonésien, sont ses frères de classe ; qu'ils vivent, qu'ils souffrent, comme lui et, en fin de compte, à ses côtés. Dire que la contradiction principale dans le monde, c'est entre les peuples du monde d'un côté, l'impérialisme et le social-impérialisme de l'autre, c'est mettre l'accent là-dessus, sur cette solidarité de classe internationale.

Tout ça, ça ne peut pas se faire entre quatre murs : c'est complètement impossible. Les gars, dans les usines, écoutent la radio, regardent la télé... ils vont aussi lire notre journal. Il faut qu'on sache ce qu'ils pensent, les questions qu'ils se posent, les mensonges de la bourgeoisie qui ont de l'influence et ceux dont les gars disent : « *Minute, il faut voir* ». Par exemple, on a parlé avec des camarades de la SMN des discussions qu'il y avait à la boîte à la fin de la guerre d'Indochine : c'est passionnant. Voilà ce qu'il faut pour qu'on puisse faire un bon journal communiste. D'ailleurs, on prépare une grande série sur le Portugal pour le lancement du quotidien : le sujet brûlant ; tout le monde en discute. Avec la question : est-ce que c'est la révolution ? Est-ce que la révolution, ça va être ça ? Alors, on ne va pas pouvoir écrire : « Le Portugal, c'est comme ça, un point c'est tout ». On fournira les éléments, on donnera une orientation, un point de vue de classe, et on discutera. Avec ceux qui ont fait le voyage cet été ; avec tous les lecteurs. Il y en a qui ont essayé déjà, mais il y manquait quelque chose d'essentiel : le point de vue de classe.

Décidément, pour faire ce journal, il faut le vent du large. On va tisser des liens partout, on commence déjà. A l'étranger, directement ; mais aussi en France : il y en a tant, des immigrés, des réfugiés politiques, des gens qui s'attachent à un peuple ou un autre, et qui le suivent pas à pas dans sa lutte. Voilà de quoi faire un journal cent fois plus riche que n'importe quelle équipe de « spécialistes » bourgeois. Tiens, par exemple, hier, on commence à mettre une camarade au travail sur l'Espagne. Ce matin, elle passe : elle a déjà trouvé un groupe d'immigrés espagnols qui ont des liens là-bas, qui veulent transmettre leurs informations, écrire dans « Le Quotidien ». Avant-hier, je reçois une lettre d'Allemagne : un jeune gars, apprenti ; il veut écrire sur l'expérience des sociétés sportives ouvrières dans son pays. Ça ne fait pas forcément un article sur l'Allemagne. Mais ça pourrait faire quelque chose d'intéressant pour une rubrique sportive, non ?

Le Quotidien du Peuple, c'est comme ça qu'il va se faire. Avec le peuple. Avec le peuple de France. Avec les peuples du monde.

EN AVANT VERS LES 50 MILLIONS

Pour que « Le Quotidien du Peuple » soit cette arme dont nous avons besoin dans notre combat de chaque jour, pour que « Le Quotidien du Peuple » paraisse dans les délais et que sa parution soit ensuite régulière, nous aurons à mener une bataille quotidienne contre tous les obstacles que la bourgeoisie dressera contre lui. Nous le savons, l'un de ces obstacles, c'est celui des finances.

Pour paraître et se développer, « Le Quotidien du Peuple » a besoin de l'aide de tous ceux qui connaissent et soutiennent sa sortie.

La première souscription de 25 millions a été gagnée. Elle a permis l'achat d'une partie du matériel nécessaire. Depuis juin une seconde souscription de 50 millions est engagée, déjà 6 millions ont été rassemblés. La bataille est engagée, nous devons la poursuivre avec acharnement, nous la gagnerons.

Chacun peut contribuer au succès du quotidien, même les plus modestes, car c'est du peuple que « Le Quotidien » puise ses ressources. Chacun peut non seulement souscrire, mais faire souscrire autour de lui en faisant connaître le projet du journal.

SOUSCRIVEZ, ABONNEZ-VOUS, COLLECTEZ AUTOUR DE VOUS.

NOUS GAGNERONS LA BATAILLE DES 50 MILLIONS POUR « LE QUOTIDIEN ».

SOUSCRIPTION

La liste de souscription que nous publions cette semaine comporte d'une part l'argent transmis directement par des souscripteurs individuels, d'autre part l'argent collecté dans différentes villes par des organisations du Parti. Pour pouvoir détailler plus explicitement notre souscription, nous demandons à tous les collecteurs du « Quotidien du Peuple » de faire connaître le détail des sommes qu'ils nous adressent.

un agent des PTT	100.00	un employé de bureau	150.00
un ajusteur	50.00	un psychologue	1.500.00
un agent hospitalier	150.00	un releveur EGF	150.00
un maître auxiliaire	200.00	un agent EDF	250.00
un O.S.	10.00	un instituteur en retraite	180.00
une vendeuse grand magasin	70.00	un ficeleur presse	150.00
un mineur	50.00	un maître auxiliaire	500.00
un étudiant	200.00	un instituteur	400.00
un ancien FTP	120.00	un agent hospitalier	250.00
un paysan	50.00	Lyon	900.00
une secrétaire	90.00	une infirmière	100.00
une employée	100.00	un ingénieur	100.00
une femme de ménage	50.00	un employé	30.00
un lycéen	30.00	un ouvrier Rhodia	140.00
un magasinier	40.00	un ouvrier Rhodia	10.00
un ouvrier agricole	60.00	Sibelin	30.00
un jeune chômeur	10.00	CEM	20.00
un employé des PTT	110.00		
une dactylo	55.00		
un professeur	1.000.00	VILLES	
un retraité	20.00		
un couple d'instituteurs	500.00	Besançon	5.265.00
un élève de CET	20.00	Bouches-du-Rhône	2.440.00
un ingénieur	3.000.00	Montceau	460.00
une aide comptable	200.00	Amiens	330.00
un soudeur	100.00	Thionville	110.00
un employé	120.00	Dunkerque	530.00
un outilleur	70.00	Béthune	1.513.00
un ancien militant du PCF	300.00	Roubaix	2.515.00
un mineur	50.00	Rennes	1.150.00
une secrétaire	250.00	Nantes	1.650.00
une femme de ménage	80.00	Nancy	652.00
une lycéenne	150.00	Grenoble	1.890.00
une assistante sociale	250.00	Reims	648.00
une puéricultrice	250.00	Bordeaux	1.138.50
un veilleur de nuit	150.00	Paris	16.655.00
un programmeur	300.00	Strasbourg	1.940.00
un contrôleur INSEE	250.00	Lyon	6.930.00
un ouvrier	180.00	Mortagne	150.00
un dépanneur téléphone	200.00		
un mineur	250.00	Total	60 061.50

Je souscris pour le Quotidien du Peuple

Nom ..... ☐ 10 F ☐ 100 F

Profession ..... ☐ 50 F ☐ F

Envoyez au « Quotidien du Peuple » B.P. 225 75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 132 48 F Paris

En Bref

DIJOUD, LE PEN : LE MEME RACISME

« Il n'est de l'intérêt d'aucun pays de garder des immigrés chômeurs sur son territoire », *c'est Paul Dijoud, sous-ministre de l'immigration, qui entend ainsi « résorber » le chômage. Et comme par hasard, la vermine fasciste Le Pen, qui avait disparu depuis les élections, lui fait écho : il demande à la radio qu'on expulse les travailleurs immigrés, en commençant par les chômeurs et qu'on donne une* « naturelle priorité aux travailleurs français ». *Face à la montée du mécontentement populaire contre le chômage, la bourgeoisie n'hésite pas à ressortir ses vieux valets fascistes pour relancer sa sale campagne raciste. Mais les travailleurs ne sont pas dupes : c'est le capitalisme seul, et non les travailleurs immigrés, qui est responsable du chômage.*

∴

L'UDR A BOUT DE SOUFFLE

Bord, l'homme de paille que Chirac a placé au secrétariat de l'UDR l'an dernier, refait surface après presque un an de « réflexion ». Va-t-il innover ? Pas le moins du monde, pour sa rentrée politique il déclare : « la participation reste pour nous l'objectif essentiel ». *Bien pauvre trouvaille en vérité ! Nouvel exemple de l'essoufflement de la bourgeoisie pour trouver des moyens de relancer la collaboration de classes. Cinq ans après la mort de de Gaulle et l'enterrement de la participation, l'UDR s'y accroche encore comme à une bouée de sauvetage.*

∴

LES FLICS MANIFESTERONT

Contrairement au vœu de Poniatowski, faire la police ne va pas sans mal : la grogne s'étend chez les flics. Le 18, ils manifesteront à Paris. Le syndicat des CRS a protesté contre leur utilisation en Corse, car dit-il, ils ne sont pas faits « pour une situation insurrectionnelle », *il a même fallu épurer les éléments corses des CRS envoyés dans l'île. Quant à la brigade anti-gang, elle aussi a fait la fine bouche avant de s'envoler.*

∴

LES AVEUX DE SANGUINETTI

On n'a pas beaucoup parlé de la déclaration de Sanguinetti cette semaine, elle est pourtant révélatrice. « Giscard, *dit-il,* c'est la grande bourgeoisie libérale et le libéralisme c'est la liberté pour les plus forts, pour les nantis ». *Il n'a pourtant pas été jusqu'à avouer que Giscard, c'est la dictature de la bourgeoisie.*

En Corse, 3 semaines après Aléria

par notre envoyé spécial
Yvon CHEVET

Après l'ampleur du mouvement des masses en Corse, la tension semble en apparence diminuer peu à peu. Mais il ne faut pas s'y tromper. Les mesures démagogiques du gouvernement ne feront pas long feu. Quelle solution que le changement d'un „-éfet ! Giscard, dans son discours de rentrée, traite de la Corse en un mot : « insulaire » ; **il dit simplement que, pour une** « croissance équilibrée, les commandes s'adresseront aux entreprises du territoire national, continental et insulaire ». **C'est tout. Comment mieux manifester le mépris de la bourgeoisie pour les revendications légitimes de la population corse.**

A travers la vigilance et la lutte contre la répression, aujourd'hui, les masses populaires corses réaffirment leurs aspirations, leurs revendications légitimes. Au sein des Comités Anti-Répression, comme l'indique notre envoyé spécial, et plus largement, des débats se tiennent dans les masses sur l'orientation de leur mouvement et sur l'avenir de la Corse.

Les démissions d'élus, l'hostilité croissante des masses contre les clans, les difficultés rencontrées par l'union de la gauche, l'affaiblissement du PCF, sont des signes de l'aiguisement de la contradiction entre la bourgeoisie et les masses populaires. Celles-ci prennent conscience progressivement de la responsabilité du capitalisme, de l'Etat bourgeois dans le dépérissement économique et culturel de la Corse.

Dans la période qui s'ouvre, la voie révolutionnaire tracera son chemin dans un mouvement de masse que les forces de la bourgeoisie peuvent, actuellement encore, tenter de dévoyer à leur profit.

La création d'un comité anti-répression dans le canton de Lévié

Le canton de Lévié est constitué de plusieurs petits villages, dont la population est composée principalement de retraités, petits paysans, maçons et petits commerçants.

Les clans locaux y avaient toujours exercé une emprise assez forte sur une partie des habitants en leur attribuant soit des pensions, soit des places d'employés de mairie ou enfin en les faisant entrer dans les administrations. Les Républicains Indépendants y sont majoritaires, usant à la fois de pressions idéologiques et de fraude électorale.

Au moment des événements d'Aléria, les élus locaux UDR ou Républicains Indépendants ont essayé de discréditer le mouvement de masse qui se développait.

Les élus locaux ont en effet pris peur devant ce mouvement de masse qui s'oppose à la toute puissance des clans, qui dénonce la fraude électorale, largement pratiquée en Corse, qui lutte contre l'oppression que lui fait subir la centralisation de l'Etat capitaliste. C'est pour cela que les masses populaires corses se sont largement et spontanément mobilisées quand les militants corses ont été frappés par la répression.

Dans le canton de Lévié, une quarantaine de délégués des villages environnants représentant à titre individuel des organisations ou étant inorganisés, se sont réunis pour constituer le Comité Anti-Répression.

Les représentants permanents, vivant en Corse, sont désignés par l'ensemble des participants (en majorité des jeunes de 30 ans).

Les objectifs du Comité sont :

1) La libération des patriotes corses victimes de la répression.
2) Retrait des CRS, gendarmes mobiles et troupe de répression.
3) Résolution immédiate du problème corse.

Ces organismes, élus démocratiquement par l'ensemble des villages, peuvent constituer un facteur important de mobilisation politique.

Enfin, il faut remarquer que des militants du PCF, y compris le responsable de section, participent à ce Comité malgré le mot d'ordre du PCF à ne pas participer à ces Comités Anti-Répression. Quant au PS, il a voulu dès le début chapeauter le Comité, à des fins électorales. Il a été totalement isolé et a finalement constitué à part son propre comité, squelettique et dont les membres habitent sur le continent. Il n'a pas appelé à la manifestation de Ghisonaccia, ni au meeting d'Ajaccio. Le PS comme le PCF et la CGT avaient refusé de participer au Comité Anti-Répression qui s'était déjà constitué, il y a un an, à Ajaccio.

Les clans des Roca Sera, des Ghiaccobi, remis en cause par le mouvement des masses

Les clans sont un héritage du passé féodal, où les paysans étaient attachés à leurs seigneurs par la terre. A partir de 1769 où l'Etat populaire créé par Pascal Paoli était écrasé par les troupes de Louis-XV, le pouvoir royal, pour se soumettre la Corse, s'est appuyé sur ces notables. Cette pratique s'est largement maintenue jusqu'à nos jours. Actuellement il existe deux clans pincipaux, les Roca Sera qui représentent l'UDR et les Républicains Indépendants et les Ghiaccobi du côté des radicaux de gauche et du PS. Ces familles sont riches en propriétés immobilières et foncières. Ils s'appuient sur des rapports de famille importants en Corse et sur le chômage, la misère. Pour gagner des électeurs, ils se font pourvoyeurs d'emplois par le biais des municipalités. Des emplois bidon sont même ainsi créés dans ce but, avec des subventions reçues de l'Etat. Ainsi, à Ajaccio, pour dix mille habitants, il y a plus de sept cent employés municipaux, la plupart auxiliaires et payés au SMIC. Un employé qui a monté le syndicat CFDT s'est fait matraquer par des hommes de main du clan, ce qui n'a pas empêché le syndicat de se monter.

Par ce système de clientèle, les notables essaient de maintenir les masses populaires corses dans la résignation et l'acceptation de l'exploitation.

Mais aujourd'hui, les clans sont largement remis en cause par la jeunesse, qui dénonce leur responsabilité dans le pillage de la Corse, qui dénonce aussi la fraude électorale systématique. Le PCF d'ailleurs y participe dans le cadre de l'union de la gauche (avec le clan des Ghiaccobi). Dans les municipalités, à Bastia ou à Sartène, il pratique le même système pour l'attribution des HLM... Ceci contribue à le discréditer auprès des masses corses.

L'ISOLEMENT DU PCF

Le PCF se coupe de plus en plus des masses populaires corses. Il s'oppose en effet à leurs profondes et justes aspirations ; ses positions jettent le désarroi dans ses propres rangs : il n'a pas fallu moins de neuf heures de discussions à la délégation du Comité central du PCF, avec Casanova descendu de Paris, pour essayer de regagner les militants.

Or la décision du PCF de ne pas participer à l'action « Ile morte » n'a pas aplani ses difficultés. Son isolement est apparu et s'est renforcé lors de « sa » journée d'action. Il a rassemblé à Ajaccio 250 personnes (qui deviennent 1.500 dans le titre de l'Humanité), sur le thème « en Corse aussi, une seule solution, le programme commun » ; *son slogan* « Poniatowski démission » *sert à camoufler son silence et sa passivité sur la répression subie par les militants corses emprisonnés. De nombreux militants du PCF doutent de leur parti et beaucoup étaient déçus par cette manifestation. Du coup, le lendemain, la Fédération de Corse du PCF devait réclamer la libération d'Edmond Siméoni, ce qu'elle n'avait pas encore fait. Quant à l'appel du PCF à constituer des comités de défense des intérêts corses, il rencontre un très faible écho. De nombreux militants du PCF préférant, contre les consignes de leur parti, participer aux Comités Anti-Répression qui se forment dans tous les villages.*

L'intoxication policière

Au moment où les gangsters, rue de Breteuil, détenaient en otages sept employés et clients de la banque, Poniatowski déclarait : « Il faut prêter une attention particulière à certaines catégories sociales d'où émanent les trois quarts de la criminalité », suggérant que les gangsters se recrutent dans la classe ouvrière. Cette déclaration fait suite à une série de prises de positions de la bourgeoisie visant à amalgamer gangstérisme et syndicalisme, hold-up ignoble et lutte de la classe ouvrière. Elle vise aussi à faire accepter le renforcement de la police capitaliste contre la classe ouvrière.

CONTRE LA CLASSE OUVRIERE OU CONTRE LA CRIMINALITE ?

La déclaration de Poniatowski est une attaque intolérable contre les travailleurs : il n'y a aucun lien entre la classe ouvrière et les gangsters, petits ou grands, qui attaquent les banques, prennent des otages, dévalisent les vieux, etc. La criminalité est au contraire précisément un produit de la pourriture capitaliste qui, en même temps qu'elle accélère la misère des masses, entraîne des vocations de bandits dans le lumpenprolétariat (éléments déclassés qui ont rompu avec la classe ouvrière), pendant qu'elle tolère légalement des rackets immobiliers de haut vol et autres corruptions courantes sous le règne du capital. Mais précisément, c'est cela que Poniatowski veut cacher. Il cherche à englober dans la notion de « désordre » à la fois les crimes et vols commis par des éléments déclassés, et la lutte de la classe ouvrière. Il met en avant la nouvelle forme de la criminalité qui se fait plus diffuse et qui entraîne une certaine insécurité. Il utilise à fond le hold-up de Nice, où un gangster est abattu de sept balles : devant les caméras de télévision, on explique avec force détails comment s'est faite cette boucherie, puis on en décore les responsables. Il s'agit là, sous prétexte de lutter contre le banditisme, de faire passer pour normal le fait que la police abatte des hommes, et de préparer les esprits à la généralisation de la méthode, en particulier contre les révolutionnaires.

LE MOINDRE INCIDENT EXPLOITÉ

Le moindre incident — sans parler des provocations du type de l'affaire Cabannes — est ainsi utilisé par la bourgeoisie pour habituer le peuple à l'utilisation de plus en plus fréquente et brutale de la police, et à faire un amalgame entre les délinquants et ceux qui luttent contre l'exploitation capitaliste, les révolutionnaires, les syndicalistes, les travailleurs. Sous le prétexte d'un développement de l'insécurité, Poniatowski prépare le renforcement de sa police contre la classe ouvrière.

« LA LUTTE DU PEUPLE C'EST LA DELINQUANCE »

La double déclaration que Poniatowski a faite la semaine dernière prend toute sa signification à la lumière des récents événements : en effet, alors qu'il décorait des CRS blessés en Corse, le premier flic de France avait affirmé « qu'aucune action politique, aucune action socio-professionnelle ne saurait s'appuyer sur un recours à la violence et aux armes ». Amaury, le patron fasciste du « Parisien Libéré », n'a pas manqué le sens de ces paroles et il a réclamé immédiatement que la police fasse cesser la « violence » de l'occupation de la rue d'Enghien.

Dans une deuxième déclaration, Poniatowski s'en est pris à la CGT, à travers Ségy qu'il a qualifié d'amateur « de désordres, d'agitation et de délinquance ». Là encore il faut bien voir ce qu'il cherche : si l'accusation est en apparence portée contre Séguy — qui, en tant que chef révisionniste de la CGT n'a aucun droit à représenter les travailleurs — c'est en fait, à travers lui, la classe ouvrière dans son ensemble, le syndicalisme révolutionnaire qui sont visés. L'amalgame de Poniatowski entre délinquance et syndicalisme est clair.

L'AMALGAME ODIEUX

Ainsi nous voyons se déployer le projet de la bourgeoisie : celle-ci fait mine de lutter contre la délinquance et les hold-up ; elle prend des mesures de renforcement de sa police soi-disant en raison de l'insécurité grandissante. Mais au fond, l'insécurité dont il s'agit c'est la sienne, en tant que classe menacée par la colère populaire : c'est la raison pour laquelle le flic anti-communiste Poniatowski crie que les délinquants et les syndicalistes sont de la même nature, c'est la raison pour laquelle il assimile la classe ouvrière aux bandits en parlant de « certaines catégories sociales ».

Il s'agit là d'une attaque sans précédent de la bourgeoisie ; mais les crachats anti-ouvriers, les insultes anti-syndicales, anti-communistes n'empêcheront pas le développement de cette « délinquance » tant redoutée par la bourgeoisie : la lutte, la grève, l'occupation d'usine qui vont se multiplier victorieusement.

Paul LEFORT.

MAMMOUTH (Rennes), BOUSSAC (Bolbec) :

Après les mouvements résolus menés au début de l'été par la classe ouvrière, après Usinor, Besançon, Les Câbles de Lyon, Chausson, où en sommes-nous ? La période des congés payés que la bourgeoisie voudrait bien être aussi celle de la « trêve sociale », a, avec une ampleur particulière cette année, montré le visage de la lutte de classe. Ce sont des milliers de travailleurs qui ont poursuivi l'occupation, parfois commencée plusieurs mois auparavant (Grandin, Parisien Libéré, Chauffour...) ; ce sont des milliers qui malgré la perspective des vacances ont décidé de combattre les licenciements annoncés, ont décidé la grève ou l'occupation. Pour eux, pour toute la classe ouvrière, à travers ces luttes s'exprime l'espoir que l'offensive engagée contre la bourgeoisie va s'étendre, s'approfondir, devenir une arme efficace.

Aujourd'hui, devant les coups redoublés portés contre l'emploi, les salaires de la classe ouvrière, devant le refrain du chantage à la crise, les travailleurs s'interrogent, cherchent la voie de l'offensive. A Bolbec, petite ville de Normandie où le capitaliste Boussac a décidé la fermeture de la principale usine et par là, la mise à la porte de plusieurs centaines de ses ouvrières, c'est la même question qui se dégage de toutes les conversations : comment ripposter ? comment empêcher que l'usine ferme ? comment empêcher que la ville soit d'ici quelques années une ville vidée de ses travailleurs, de ses jeunes ?

La réponse, les travailleurs de Bourguet, G. Clarey, Samosia... la donnent. N'hésitant pas, dès le jour de la rentrée, à occuper leur usine, à séquestrer le patron pour refuser les licenciements, les ouvriers de Bourguet montrent la voie aux côtés des autres usines occupées. La réponse, c'est aussi celle des employés du Mammouth de Rennes : depuis une dizaine de jours, ils bloquent toutes les entrées du magasin, empêchant toute vente, résistant aux provocations du patron et des cadres. Preuve que cette lutte répond aux aspirations de tous les travailleurs : les employés rencontrent partout un soutien enthousiaste : auprès des ouvriers des différentes usines, devant les autres magasins, sur le parking du Mammouth où deux fêtes populaires ont déjà été organisées. Les employés du Printemps se sont mis en grève... voilà le meilleur soutien, celui qui peut réellement faire reculer la bourgeoisie, parce qu'il impose un rapport de forces. Construire un tel rapport de forces, rassembler la volonté de lutte de tous les travailleurs, telle est la tâche de l'heure.

BOUSSAC (Bolbec) :

«On ne veut plus être pris pour des manants ! »

C'est en rentrant de vacances que les 984 travailleurs des usines normandes du groupe Boussac ont appris leur licenciement, pour janvier, « par la radio »... La fermeture des filatures de Caudebec-en-Caux et de Lillebonne entrainera respectivement 45 et 121 licenciements. Pour Bolbec c'est encore plus grave : c'est en effet 724 emplois que supprimera la fermeture de l'usine Desgenetais, rachetée en 1936 par Boussac, avec l'ensemble des logements ouvriers qui l'entourent, l'épicerie et la chapelle. La fermeture, à Bolbec, tout le monde en parle, on sait que la ville ne s'en remettra pas, que ses habitants devront partir chercher du travail ailleurs.

C'est à Bolbec, à 30 km du Havre, et dans sa proche région, sur la rivière qui a donné son nom à la ville que s'installèrent, il y a plus d'un siècle, plusieurs filatures ; deux tanneries, deux fonderies, des usines de teillage du lin produit dans le pays.

Aujourd'hui, outre Desgenetais, il ne reste, sur les 8 usines textiles de Bolbec, que Masurel qui emploie une centaine d'ouvriers. A l'entrée des établissements ORIL (produits pharmaceutiques), où travaillent quelques centaines d'ouvriers, une pancarte annonce « pas d'embauche » ; on vient d'ailleurs d'y supprimer l'équipe de nuit. Aucune autre usine n'embauche sinon pour quelques mois comme la sucrerie. Pour trouver du travail, il faut aller à Renault Sandouville ou sur le port du Havre, mais actuellement l'embauche y est aussi arrêtée. Presque tous les jeunes ont connu ou connaissent le chômage, il n'y a rien pour eux : la MJC a été fermée, le maire refuse d'accorder les crédits nécessaires. Les seuls à s'occuper des jeunes ce sont les flics qui depuis quelques mois les contrôlent systématiquement.

La relance ? Si Desgenetais ferme, c'est plus de 10 % de la population totale qui sera au chômage (2 fois plus que la moyenne nationale), c'est des horaires réduits à 32 heures, depuis plusieurs mois alors que l'an dernier le patron faisait faire des heures supplémentaires. C'est des salaires en dessous du SMIC. Les ouvrières gagnent environ 700 F par mois, celles qui ont plus d'ancienneté ne dépassent guère 1 100 F par mois. Les vieilles ouvrières, qui ont commencé à 14 ans à l'usine « à la sortie de l'école parce que nos parents n'avaient pas les moyens de nous payer des études » se souviennent : « On travaillait 8 heures sans s'arrêter, on n'avait pas le droit de se parler, pas d'arrêt pour le casse-croûte comme maintenant (il y a vingt minutes de pause seulement), mais c'est encore plus dur maintenant, quand j'ai commencé je surveillais 10 métiers, aujourd'hui il faut en surveiller 20, on n'a pas une seconde de répit ». Ce qui est le plus insupportable c'est le bruit « pour s'entendre, il faut se crier à l'oreille », certaines ouvrières sont atteintes de surdité. « Dans les premiers jours, raconte cette jeune ouvrière, avec le bruit, la tension nerveuse et les engueulades avec la contremaîtresse, j'avais des crises de larmes ».

Dans la cité Desgenetais, dont la centaine de maisonnettes en briques s'étagent sur les collines autour de l'usine, comme dans la cité HLM de la Fontaine-Martel, où vivent la plupart des salariés de Desgenetais, on s'interroge sur l'avenir. Beaucoup ne croient pas encore à la fermeture, ils ne comprennent pas pourquoi Boussac veut fermer « une si belle usine », comme ils disent, malgré « ce qu'on a pu en baver ». Des travailleurs ont encore l'espoir, habilement entretenu par la presse locale, que l'usine va être rachetée. Le maire, Bettencourt, député de la région parlent de solutions possibles. En réalité aucune proposition n'a été faite. Tous ces bruits n'ont pour but que d'entretenir l'attentisme.

La direction, pour freiner la riposte aux licenciements, prétend que s'il y a grève ou occupation, les travailleurs perdront leurs droits : indemnités de licenciement, indemnités de chômage... Certains ouvriers hésitent pour cette raison à engager la lutte. Si le patron répand ces faux bruits, c'est qu'il craint la colère des travailleurs, qui, en réalité, n'ont rien à perdre mais tout à gagner à engager la lutte. Quelques uns espèrent pouvoir trouver du travail au bout de quelques mois, et vivre en attendant avec les 90 % d'indemnité de licenciement pour cause économique. Ces illusions, ces hésitations sont loin d'être partagées par l'ensemble des ouvriers qui savent que **se reclasser dans la région c'est pratiquement impossible,** et que les 90 % c'est plus qu'aléatoire : sur les 40 000 chômeurs de la Seine-Maritime, 1 500 seulement touchent les 90 %. Mais surtout ce qu'ils ne peuvent admettre c'est d'être renvoyés comme du bétail par Boussac qui préfère investir sur les chevaux. Si Boussac a des difficultés ce n'est pas à la classe ouvrière d'en faire les frais, ce qu'elle exige c'est le maintien de tous les emplois. De nombreux ouvriers m'ont dit qu'il fallait réagir mais qu'ils craignaient d'être pas suivis par les autres.

Beaucoup d'usines ont fermé à Bolbec, mais aujourd'hui c'est différent, jamais la mobilisation des travailleurs de la région n'a été aussi forte, c'est toute la population qui se range à leurs côtés, la manifestation du vendredi 5 l'a bien montré, c'est plus de 2 000 personnes qui ont manifesté dans les rues de Bolbec et tous les commerçants avaient fermé en solidarité.

Mardi 9 septembre, le PCF tenait un meeting à Bolbec, il voulait marquer un grand coup, à l'occasion de la lutte contre les licenciements, des milliers de tracts avaient été distribués et des centaines d'affiches collées sur les murs de la ville. Les travailleurs ont montré leur peu d'intérêt pour les propositions des révisionnistes : il n'y avait pas 70 personnes à ce meeting, une dizaine seulement de travailleurs de Desgenetais. Il est vrai que le PCF est gêné pour avancer son mot d'ordre « pas de licenciement sans reclassement », car les reclassements, ici, personne n'y croit. C'est pourquoi il n'avance aucune proposition d'action, à part la vente de badges de soutien qui est loin de rencontrer l'enthousiasme.

Ce n'est pas avec des badges qu'il sera possible de faire reculer Boussac, ce n'est pas non plus en restant sur une position d'attente comme les dirigeants de l'U.L. CGT. Si les premiers jours le désarroi dominait, il fait place de plus en plus chez les travailleurs à la révolte, à l'idée qu'il faut engager la riposte sans plus tarder. L'exemple de Lip n'est pas si loin, de nombreux ouvriers pensent qu'il faut bloquer les stocks avant que Bousac ne les déménage. L'idée d'occuper l'usine... et de reprendre la production pour se payer commence à faire son chemin.

Cette révolte, nouvelle à Bolbec, c'est ce qu'exprime cette ouvrière qui travaille depuis 25 ans chez Desgenetais : « Il ne faut pas qu'on laisse fermer l'usine, jusqu'ici on a toujours vécu comme des manants, ça ne peut plus durer ».

Serge LIVET

MAMMOUTH : La combativité

Mammouth, à Rennes, tout le monde connait. Premier magasin à grande surface de la ville, c'est aussi le plus ancien. Situé avec le Printemps dans le centre commercial de l'Alma, dans la ZUP du sud de Rennes, entouré d'un désert de béton, véritable enfer pour les employés comme pour les clients, c'est ce que la bourgeoisie appelle la qualité de la vie...

Depuis le premier septembre, la galerie commerciale a bien changé d'aspect. Toutes les entrées du Mammouth et, depuis vendredi 5, celles du Printemps, sont barrées par un solide mur de « caddies », consolidé de fil de fer. Tout au long de ces murs, les grévistes des deux magasins ont disposé des panneaux expliquant leur lutte, montrant leurs conditions de travail, leurs salaires avec documents à l'appui. Toute la journée les habitants de la zone sud, quartier très populaire, viennent s'informer, discuter avec les grévistes et soutenir leur lutte. Les patrons du commerce, particulièrement ceux de la SER, consortium dont dépend le magasin, connaissent trop bien, eux aussi, le Mammouth de Rennes. Ce n'est pas la première fois que ses employés entrent en lutte. Ce furent d'abord des grèves de vingt-quatre heures contre les salaires de misère, puis, l'année dernière, une grève de huit jours, au cours de laquelle les employés durent s'affronter violemment avec la maîtrise. Au cours de ces premières grèves, encore limitées, les travailleurs ont beaucoup appris, et une section syndicale CFDT combative s'est peu à peu constituée malgré la présence d'idées réformistes, section dont la direction n'a pu ce n'est pas à la classe ouvrière d'en faire les frais, ce qu'elle exige c'est le maintien de tous les emplois. De nombreux ouvriers m'ont dit qu'il fallait réagir mais qu'ils craignaient de n'être pas suivis par les autres.

Beaucoup d'usines ont fermé à Bolbec, mais aujourd'hui c'est différent, jamais la mobilisation des travailleurs de la région n'a été aussi forte, c'est toute la population qui se range à leurs côtés, la manifestation du vendredi 5 l'a bien montré, c'est plus de 2 000 personnes qui ont manifesté dans les rues de Bolbec et tous les commerçants avaient fermé en solidarité.

Mardi 9 septembre, le PCF tenait un meeting à Bolbec, il voulait marquer un grand coup, à l'occasion de la lutte contre les licenciements, des milliers de tracts avaient été distribués et des centaines d'affiches collées sur les murs de la ville. Les travailleurs ont montré leur peu d'intérêt pour les propositions des révisionnistes : il n'y avait pas 70 personnes à ce meeting, une dizaine seulement de travailleurs de Desgenetais. Il est vrai que le PCF est gêné pour avancer son mot d'ordre « pas de licenciement sans reclassement », car les reclassements, ici, personne n'y croit. C'est pourquoi il n'avance aucune proposition d'action, à part la vente de badges de soutien qui est loin de rencontrer l'enthousiasme.

Ce n'est pas avec des badges qu'il sera possible de faire reculer Boussac, ce n'est pas non plus en restant sur une position d'attente comme les dirigeants de l'U.L. CGT. Si les premiers jours le désarroi dominait, il fait place de plus en plus chez les travailleurs à la révolte, à l'idée qu'il faut engager la riposte sans plus tarder. L'exemple de Lip n'est pas si loin, de nombreux ouvriers pensent qu'il faut bloquer les stocks avant que Bousac ne les déménage. L'idée d'occuper l'usine... et de reprendre la production pour se payer commence à faire son chemin.

Cette révolte, nouvelle à Bolbec, c'est ce qu'exprime cette ouvrière qui travaille depuis 25 ans chez Desgenetais : « Il ne faut pas qu'on laisse fermer l'usine, jusqu'ici on a toujours vécu comme des manants, ça ne peut plus durer ».

Serge LIVET

« Mammouth écrase les prix... » Mammouth écrase les travailleurs les travailleurs écraseront Mammouth

— Kervelland, chef de rayon, fait monter Fernand dans un Fenwick. Fernand tombe et se blesse : accident dû à quatre fautes de la direction qu'elle refuse de reconnaître.

— les colis de 25 kg pour les femmes sont fréquents, les néons, la musique, l'air vicié ont des répercussions pour les femmes enceintes.

Yolande : déplacement des vertèbres dorsales ;
Danielle : accouchement prématuré ;
Gisèle : accouchement prématuré ;
Colette : bébé mort à la naissance ;
Mme Bostel : deux fractures successives au même pied (les colis étaient trop hauts) ;
Christine : blessée aux mains par un os de porc, la blessure s'infecte.

— Le matériel est en mauvais état :
Michel : bras cassé à cause d'un escabeau délabré ;
Jean-Paul : pied coincé dans le volant de la presse à carton (pas de grille de protection) ;
Gilbert : chute d'étagères sur le dos ;
Une employée, à qui son médecin interdit de travailler debout et dans le froid, est mise d'office à la poissonnerie.

(extraits d'un panneau fait par les grévistes)

LAVING - GLASS

Les employés du Laving-glass de Rennes, entreprise de nettoyage industriel, implantée sur toute la Bretagne, sont en grève depuis le 11 juillet. Pas de trêve des plages pour eux ! Ce sont les salaires (SMIC pour plus de 46 heures par semaine), les conditions de travail, en particulier les horaires qui les font commencer parfois à 5 heures pour finir à 23 h 30, qui ont poussé les 15 travailleurs de Laving-glass à démarrer la lutte.

Les revendications :
— augmentation de 0,50 F de l'heure ;
— respect de la convention collective, spécialement les primes de transport, de hauteur, de salissures, de panier ;
— 13e mois ;
— réintégration des 2 licenciés, dont un ouvrier de St-Brieuc qui a attrapé la gale du ciment en construisant la maison du PDG Marquet ;
— indemnisation de 2 500 F pour la durée de la grève.

Bien décidés à tenir et à populariser leur lutte, les grévistes ont repris le travail pour leur propre compte. Il faut dire que leur directeur, Oppermann, déjà plus ou moins compromis dans une escroquerie, est particulièrement puant, n'hésitant pas à dire aux grévistes, après l'occupation de la chambre patronale : « mon éducation ne me permet pas de vous serrer la main ».

Pour les grévistes il s'agit aujourd'hui de renforcer la lutte, « il n'y a pas que le soutien du syndicat pour gagner, il faut que nous relancions l'offensive, et surtout étendre le mouvement aux autres boîtes de la région ». Les cahiers de revendications ont déjà été déposés à Nantes et à Saint-Nazaire, et dès cette semaine, les travailleurs du Laving-Glass feront à nouveau parler d'eux.

9 septembre

LA RENTRÉE DES TRAVAILLEURS

des employés rencontre le soutien des travailleurs de Rennes

Reportage d'Eric BREHAT

cela ne prend pas ». Pourtant, certains hésitent à engager la lutte aussitôt : c'est la rentrée, les portefeuilles sont bien plats, il n'y a pas encore de luttes, la lutte risque d'être isolée. Premier débat chez les travailleurs. Finalement, l'idée de la grève avec blocage du magasin l'emporte, d'autant plus que la rentrée des classes est une période grasse pour le patron. Lundi premier septembre, l'assemblée générale décide la grève à 80 % et, sans laisser le temps à la maîtrise de s'organiser, les grévistes élèvent le mur de « caddies », et entament l'occupation de la galerie marchande, jour et nuit.

A MAMMOUTH, LA GREVE S'ORGANISE, AU PRINTEMPS, LA LUTTE S'ENGAGE.

Dans la nuit de mardi, Cercellier envoie un commando de la maîtrise pour reprendre le magasin — à noter la présence d'un adhérent CGT dans ce joli travail — munis de pinces coupantes, l'alcool les aidant à surmonter leur peur, ils se heurtent à la détermination des grévistes, et finalement, acculés dans la galerie, prennent la fuite. Le lendemain, au terme d'une procédure d'urgence, le tribunal des référés ordonne l'évacuation des grévistes. Ceux-ci renforcent leur occupation.

Joudi, à une des assemblées générales quotidiennes, le débat porte sur l'organisation de la grève. Faut-il créer un comité de grève, regroupant syndiqués et non syndiqués ? Certains grévistes pensent que cela permettrait de développer les initiatives et de renforcer la lutte. Finalement, sous la pression des idées réformistes, auxquelles les décisions du congrès de Nantes de la CFDT, condamnant les comités de grève, ne sont pas étrangères, celui-ci n'est pas organisé. Cependant, un appel à créer un comité de soutien est lancé.

Vendredi après-midi, c'est au tour du Printemps de partir en grève. **« Ça bouillait depuis longtemps,** nous dit Yvon, délégué CFDT. **La direction n'embauche plus, utilise de plus en plus les contrats à durée limitée et surtout, maintient les salaires au SMIC. Magasin de luxe, disent-ils, mais paye de misère ! Et la direction se moque vraiment de nous. Par exemple, cette année, le directeur, Philippe Hérisson de Beauvoir — excusez du peu — nous a envoyé des chèques de 0,69 F au titre de la participation aux bénéfices annuels ».** La grève est suivie à 90 %, seuls certains employés de bureau et les cadres travaillent. En fait de travail, ils n'ont pas grand chose à faire car, comme à Mammouth, les portes sont barrées de caddies.

Samedi, le cahier de revendication du Printemps est déposé. Une caissière, employée depuis quatre ans, gagne 1 306 F pour 173 heures, ce qui explique que la revendication de 1 500 F minimum, avec 200 F pour tous, soit la principale pour les grévistes, ainsi que la titularisation des temporaires et des travailleurs à temps partiel qui le désirent.

COMMENT ELARGIR LA GREVE ?

Très vite, les grévistes de Mammouth ont compris la nécessité du soutien. Déjà les employés sous contrat temporaire, qui ne peuvent faire grève, se sont solidarisés en versant une partie de leur paye aux grévistes. Mercredi a eu lieu une manifestation dans la ZUP suivie d'un fest-noz (fête populaire bretonne) sur l'esplanade du magasin. Mardi, la section CFDT avait appelé à une réunion du personnel du commerce de Rennes. De cette réunion ressortaient certaines possibilités de lutte, en particulier à Rally, l'autre grande surface de Rennes. Mais les grands magasins du centre, où la CGT est implantée n'étaient pas représentés. Depuis le début de la grève, la position de la CGT pose bien des questions : les quelques adhérents CGT du magasin (dont un délégué) travaillent, l'U.L. CGT refuse de soutenir la grève sous le prétexte de la participation d'organisation «gauchistes» au comité de soutien. Elle va même plus loin, dénonçant le comité de soutien et par la même les grévistes, dans la presse locale, et explique dans une entreprise de la ville qu'il ne faut pas soutenir la grève « noyautée par les éléments extérieurs ». Un panneau des grévistes rétorque immédiatement à ces positions, ainsi qu'à un tract du PCF qui les développaient.

La question de l'unité avec les travailleurs des grands magasins du centre est déterminante. Mais est-ce au niveau de l'U.L. CGT qu'il faut concentrer ses efforts ?

Ne serait-ce pas plutôt en formant des délégations de grévistes auprès des employés du centre, et auprès des entreprises de Rennes, que la soutien se renforcera, que la lutte s'élargira. Depuis le début de l'année et particulièrement lors des grèves de Renault et de Chausson, les directions CGT et CFDT ont montré qu'elles s'opposent à tout élargissement des luttes.

Ces questions sont déjà débattues chez les grévistes, et de leur bonne solution dépend la victoire de la grève. Et cette victoire ça n'est pas seulement pour les travailleurs de Mammouth et de Printemps qu'elle est nécessaire. Les employés des grands magasins se posent la question de l'unité avec la classe ouvrière. Et au moment où se prépare l'offensive ouvrière, c'est ce qui fait l'importance de la grève de Rennes.

Le 9 septembre

LES REVENDICATIONS DES EMPLOYES DE MAMMOUTH

- **Annulation des licenciements et des avertissements.**
- **Titularisation des temporaires et « temps partiels » qui le désirent. Garantie de l'emploi pour l'avenir.**
- **1 700 F minimum, 200 F pour tous.**

Les travailleurs du quartier soutiennent les grévistes

« Depuis que nous avons fait les panneaux, beaucoup de travailleurs habitant le quartier nous ont manifesté leur soutien. Ils sont révoltés par ce qu'ils voient, mais beaucoup nous disent que chez eux ce n'est pas plus rose. »

« Oui, ils nous soutiennent surtout parce que nous avons les mêmes problèmes : chômage, salaires, fatigue... D'ailleurs, nous aussi quand il y a eu la grève au Joint Français à Saint-Brieuc, ou à Lip, nous étions solidaires. »

« Question salaire, conditions de travail, emploi, nous en sommes au même point. Mais nous, nous ne produisons pas, et, par exemple, nous ne pouvons pas vendre les stocks du magasin. Nous ne pouvons pas faire comme à Lip. »

Le soutien des travailleurs du quartier est bien réel : succès de la fête populaire organisée dimanche, collectes... Voici ce que disait la femme d'un délégué d'Oberthur, imprimerie rattachée à Néogravure, rencontrée sur un marché lors d'une collecte avec les grévistes : « Ils ont bien raison, leurs revendications, ils ne sont pas les seuls à les avoir, mais il y a le gouvernement qui bloque, aussi. Ce que je ne comprends pas c'est qu'il n'y ait pas plus de luttes. La seule solution c'est de se mettre d'accord, et de se bagarrer tous ensemble. Et si on n'y arrive pas, c'est peut-être que les syndicats ne font pas tout ce qu'il faut pour. Il y a aussi Giscard qui enveloppe bien ses discours... »

Et la gauche ? « Peut-être, mais même avec eux, il y aurait du chômage. Non, je crois que c'est plus profond que ça. »

Mardi 9, 16 h. Cercellier, directeur de Mammouth, pénètre dans la galerie pour tenter de diviser les grévistes. Réaction unanime des travailleurs qui refusent de discuter, lui crient leur haine, et finalement l'oblige à quitter les lieux.

PTT (LYON)
un auxiliaire licencié par un cadre... CGT

Le mercredi 6 août 1975 à 9 heures du matin, un cadre de la brigade désigne un casier de tri vide à un jeune auxiliaire qui, avec ses camarades, vient de remonter du transit (tri paquets). Sans méfiance il se met au casier et commence son tri. A 11 heures, comme ses camarades, il descend à la cantine prendre ses 10 minutes de pause. Mais dès qu'il a quitté son casier, l'inspecteur de la brigade s'installe à son tour au casier... pas pour trier mais pour compter les lettres dans les cases, pour contrôler le rendement.

A son retour de pause, il est interpellé par l'inspecteur qui lui a dressé dans l'intervalle un P.V. (procès verbal) pour rendement insuffisant (200 lettres au quart d'heure au lieu de « 500 minimum »). Comme le demande depuis toujours les syndicats dans la boite, il demande à retourner à son casier afin de réfléchir à la réponse qu'il doit donner (par écrit sur le P.V.). Assimilant cette demande a un refus de répondre, l'inspecteur en question entraine l'auxiliaire chez le chef de division (représentant le chef de centre absent). Après une séance de morale patronale, ils l'obligent à remplir immédiatement son P.V. L'incident est clos.

Du moins c'est ce que pensait l'inspecteur. Ce n'est que quelques heures plus tard que l'auxiliaire mettait au courant la section CFDT de l'incident qui s'était déroulé assez discrètement.

Les choses étaient claires, l'affaire aurait pu être une affaire habituelle entre les travailleurs et l'administration, seulement voilà, l'inspecteur est un « militant » CGT, un des nombreux cadres de l'administration syndiqués à la CGT.

Sans considérer ce fait, les militants de la section CFDT allèrent trouver les responsables de la section CGT (totalement aux mains des révisо) leur proposer d'aller ensemble protester auprès de l'inspecteur contre les méthodes employées, contre le P.V. qui compte tenu de son motif peut coûter sa place à l'auxiliaire. Dès que tous les travailleurs ont eu connaissance de cette affaire, ils condamnèrent les méthodes employées par l'inspecteur, mais la CGT inquiète du développement des choses et voyant menacés non seulement un de ses cadres, mais toute sa politique sur la boite de séduction des cadres, de compromis avec la hiérarchie... Compte tenu de l'appartenance syndicale de l'inspecteur, la CGT a d'abord demandé de s'entretenir auparavant et seule avec lui... Après cet entretien, le responsable CGT déclarait, à qui voulait l'entendre, le caractère très délicat de l'affaire compte tenu de la personnalité de l'auxiliaire, autant de commentaires vagues destinés à diviser les travailleurs et à préparer la suite de l'opération...

Evoquant ensuite un délai pour élaborer « démocratiquement » la position de la CGT vis-à-vis de cette affaire, le responsable CGT réunit pendant la pause quelques-uns des militants, non pas pour élaborer une position mais pour expliquer la décision prise en fait entre l'inspecteur et les responsables CGT lors de l'entretien.

Expliquant que le fond de l'affaire est une véritable campagne lancée par une minorité dans la CFDT contre la CGT... que, peut-être, le cadre a fait une erreur mais mettons-nous à sa place... Enfin la décision est communiquée à la CFDT : pas question pour la CGT de protester auprès du cadre, pas question d'aller en délégation commune. Eventuellement accord pour aller chez le patron protester non pas contre le P.V. et les soumoises méthodes patronales, mais contre l'utilisation que l'administration pourrait faire de ce P.V. La CFDT prit alors la décision d'aller seule en délégation auprès de l'inspecteur. La direction CGT n'alla pas, dans l'intermédiaire, se contenter de sa « neutralité ». Par quelques militants, elle déclenchait une campagne et contre l'auxiliaire visé et contre la section CFDT, campagne destinée bien entendu à affaiblir la protestation, à diviser, face à une affaire bien claire pourtant, les travailleurs. Ils n'ont reculé devant aucun moyen : utilisation de la division entre auxiliaires et titulaires déjà très forte, dénigrements...

Lors de la délégation CFDT auprès de l'inspecteur, celui-ci n'a laissé aucun doute sur le but poursuivi en déclarant qu'il souhaitait « intimement » le renvoi de cet auxiliaire. Que s'il était à la fois inspecteur et syndicaliste il ne fallait pas tout mélanger... La délégation CFDT a vigoureusement protesté auprès du cadre et lui a annoncé qu'elle dénoncerait ses méthodes...

Au cours des très nombreuses discussions qui ont eu lieu autour de cette affaire parmi les travailleurs, on a vu les militants CGT-PCF défendre sur le rendement, la hiérarchie, des positions voisines de celle de l'administration. Si encore beaucoup de travailleurs de la boite accordent leur confiance à ces défenseurs zélés du service public, de la conscience professionnelle (qui remplace la conscience de classe) beaucoup ont été sur cette affaire écœurés pour certains, ébranlés pour d'autres, par la position défendue par la CGT. Cette dernière affaire a alimenté le débat déjà présent chez un certain nombre de postiers sur l'attitude générale vis-à-vis du rendement, des cadres de l'administration syndiqués et même militants CGT et membres ou proches du PCF et sur les propos qui accompagnent leur zèle : « on les mateis ces gauchistes... » La discussion parmi les travailleurs a vite débouché sur l'hypothèse où la « gauche » serait au pouvoir, où tous ces cadres et d'autres, dégagés de leurs contradictions avec l'administration, dirigeraient le centre de tri. La perspective n'est pas réjouissante... La tâche des militants révolutionnaires de Lyon Gare est bien, tout en combattant sans relâche l'administration et l'Etat patron, de combattre également les révisionnistes, de dénoncer concrètement le véritable visage du PCF, d'éclairer l'ensemble des postiers sur le type de « socialisme » qu'ils nous préparent. Mais il faut aussi que l'on puisse parler aux travailleurs écœurés par le PCF d'une autre possibilité, pour mener à la révolution socialiste. La voie dans laquelle semble s'engager aujourd'hui les organisations révolutionnaires, la voie de l'unification des marxistes-léninistes vers la construction d'un puissant parti communiste répond à cette exigence.

Correspondant PTT Lyon

Les 250 F promis par Giscard :

"Ce n'est pas une aumône que nous voulons"

11 heures du matin, dans un centre commercial de la banlieue Nord. Des tornades de poussière fouettent les enfants qui jouent sur la terre des « pelouses sans herbe », les femmes qui font leurs achats dans le centre. Presque personne n'est parti en vacances dans la cité. Beaucoup de chômeurs, surtout parmi les jeunes. Et maintenant, il faut préparer la rentrée ! Les 250 F promis par Giscard ne peuvent résoudre les problèmes. Elles nous en parlent avec colère.

« L'agent payeur est passé hier, mais les 250 F, ce n'est pas pour tout de suite ! Il faudra sortir environ 600 F par gosse cette année ! » « On ne sait même pas combien on va toucher » ajoute une jeune femme qui pensait les toucher pour ses enfants en maternelle. **Toutes sont scandalisées : 250 F, rien de plus.** « Mais qu'est-ce que ça représente ? Même pas ce que nous aurons dépensé par enfant d'ici une semaine ! Il se moque de nous ». **En un an, d'après les chiffres de l'INSEE, la hausse des fournitures scolaires atteint 12 %. Les allocations familiales, dans le même temps, ont perdu plus de 17 % de leur pouvoir d'achat.** « Ce n'est pas une aumône que nous voulons, c'est des salaires plus élevés. Là-dessus, Giscard n'a rien dit, et pour cause : quand on fait grève pour les salaires, ou contre la fermeture, c'est les flics qu'il nous envoie ! ». **L'opération publicitaire de Giscard n'a guère de chance de succès. La hausse des prix saute aux yeux. Nous nous approchons d'un magasin de chaussures. Dans la vitrine, rien de correct à moins de 60 F, pour des gosses de 7 à 8 ans ! Les chaussures de sport, les bottes, la liste des achats à faire est longue !** « Pour le CET, l'année dernière, il a fallu acheter les outils. Cette année, il faudra acheter en plus les outils de menuiserie pour mon frère ». **C'est Bernard qui parle ; aujourd'hui, il est au chômage. A sa connaissance, un seul de ses copains a pu trouver une place : OS chez Citroën... Mais pour lui qui n'a presque aucune chance de trouver du travail, ses parents ne toucheront rien du tout. Quel avenir pour ces jeunes ?**

Dans un des immeubles, une famille de 5 enfants. Le père, immigré algérien, travaille depuis plus de 10 ans chez Citroën. Comme beaucoup d'autres familles, ils n'ont encore presque rien acheté. Seulement ce qu'il fallait acquérir à coup sûr. Pour le reste, ils attendent que la rentrée soit faite. Ils savent déjà que toutes les semaines, après la grosse sortie du 15 septembre, ce sera 3 F pour du papier, 2 F pour des stylos... « A Noël, l'année dernière, une des filles est partie en classe de neige, avec toute sa classe. Mais l'équipement nous a coûté 400 F. C'est toute l'année qu'il faut payer pour l'école. » **Parmi les dépenses qui les révoltent le plus, celles pour le sport. Une des filles :** « On nous a demandé un justaucorps pour la rythmique, on n'en a pas fait seulement dix fois dans l'année ! » **L'école gratuite, pour eux, c'est un mythe. Les 250 F ne font pas davantage illusion.** « Chez Citroën, chaque jour, c'est 400 CX qui sortent des chaînes, 3,7 millions la voiture. Citroën a déjà reçu des milliards de l'Etat. Cette fois encore, Giscard a promis des milliards aux entreprises, mais pour nous, tout juste de quoi acheter un cartable pour chaque gosse ». **Voilà surtout ce que retiennent les travailleurs du plan de relance de Giscard : des miettes pour eux, des milliards pour les capitalistes !**

La relance ? Ce qu'ils veulent, c'est du travail, des salaires décents. C'est plus que cela. Ce qu'ils veulent, ils sentent de plus en plus que ce n'est pas le système capitaliste qui peut le leur apporter, par des replâtrages dérisoires, de Giscard ou de Marchais.

Monique CHERAN

Une opération publicitaire qui soulève la colère !

Un grand magasin, mardi après midi, dans l'Est de Paris. Deux enfants entraînent leur mère dans l'escalator. « C'est vrai, cette fois, on peut choisir ? Tu vois ce qui est écrit : « ici vous pouvez laisser choisir vos enfants, vous ne le regretterez pas ! » *Ils se précipitent vers les cartables, les trousses, décrochent un sac, brandissent un fourre-tout. Ils ont choisi ! Leur mère embarrassée, les repose.* « Non, pas celui-là, il ne rentre rien dedans. » *Elle prend autre chose, moins beau, moins cher, à côté de la trousse bleu-marine et turquoise, resplendissante. Laisser choisir les enfants ? Mais qui peut laisser choisir ? La publicité capitaliste veut faire croire que chacun peut acheter ce qui lui plaît, sans compter.* « Pourtant la différence n'est pas énorme, à peine deux francs. Mais c'est sur chaque article, et quand il faut multiplier par deux ou trois gosses, ce n'est plus possible ». *Tous les moyens sont bons pour tenter les enfants, pour extorquer le maximum d'argent.*

Comment équilibrer la qualité et le prix ? « Il faut prendre des articles pas trop chers, mais qu'on ne sera quand même pas obligé de jeter au bout de quinze jours ». *Elles attirent l'œil, les boîtes de peinture à godets* « pas très chères, mais dans une semaine, on en verra le fond ». *Et tous ces feutres, jusqu'à 36 alignés comme dans une cartouchière ! Des dizaines d'articles-gadgets qui vont du taille-crayon à l'étiquette décorée, qui tentent les gosses ; et c'est compréhensible, cette envie d'un matériel agréable. Non, ils repartiront avec le minimum, peut-être avec une boîte de crayons feutres, une petite chose pour marquer le coup, mais scandalisés par cette injustice de l'étalage arrogant et des slogans publicitaires provocateurs.*

Nous sommes maintenant à un arrêt de bus de Saint-Denis. Plusieurs femmes de la cité partent faire des courses avec leurs enfants, pour la rentrée. Ici, le panneau publicitaire, c'est « nous équipons votre enfant pour 147 F ». *Un pull, un pantalon ? A quelle famille feront-ils croire que c'est suffisant pour habiller un enfant ! Des bottes de caoutchouc ? Oui, mais il ne pourra pas les mettre tous les jours. Et les quelques articles de papeterie proposés dans le lot, c'est une pacotille dans la liste que les enfants rapporteront dès lundi ! L'affiche est aguichante, mais ce n'est pas avec 147 F qu'on équipe un enfant pour la rentrée !* « 147 F, c'est à peu près ce que j'ai déjà payé pour les vêtements de sport ! Pour des chaussures de cuir, il faut compter au moins 70 F, et tout à l'avenant. » *Toutes nous diront :* « Pour chaque enfant, la rentrée nous coûtera autour des 600 F, sans compter les dépenses en cours d'année. »

Tous ces slogans publicitaires, repris sans cesse à la radio, ne sont que provocation. Non, ce n'est pas possible de laisser choisir les enfants dans les familles populaires. Pour les capitalistes, la rentrée est une affaire en or. Pour les travailleurs, c'est une heure de salaire pour acheter un simple classeur ; une journée, pour une robe ou un pantalon de gamin !

La "relance" économique peut-elle conjurer le chômage ?

LE CHOMAGE. Pour des centaines de milliers de travailleurs, c'est aujourd'hui le problème numéro un. « Est-ce qu'avec une croissance plus élevée, on aurait moins de chômage ? Les travailleurs immigrés ne sont-ils pas trop nombreux aujourd'hui ? Peut-on supprimer le chômage ? » Ces questions, de nombreux travailleurs se les posent. C'est à ces questions, à ces interrogations que répond l'article que nous publions. Cet article nous a été adressé par un camarade de l'INSEE.

Le chômage selon la bourgeoisie, c'est comme une soustraction qu'on pose au tableau : 22 500 000 travailleurs moins 21 500 000 emplois, reste 1 000 000 de chômeurs. A partir de là, fleurissent toutes les pseudo-explications sur les causes du chômage : « il y a trop de travailleurs » (sous-entendu trop d'immigrés, ou trop de femmes qui seraient bien mieux au foyer), ou inversement : « il n'y a pas assez d'emplois » parce que c'est la crise, la récession, etc... Pourtant il suffit de gratter un peu la surface des choses pour réfuter ces arguments et découvrir que le chômage est indissolublement lié au fonctionnement du capital : l'un ne peut pas vivre sans l'autre.

L'EXPANSION NE SUPPRIME PAS LE CHOMAGE

1973 : année du boom économique pour l'industrie française. La production a rarement augmenté si vite (+ 8 % en un an), tous les industriels gémissent qu'ils ne trouvent pas de main d'œuvre ; au gouvernement, c'est l'euphorie : on prévoit de rattraper, puis de dépasser l'Allemagne...

S'il était uniquement dû aux difficultés économiques, c'est bien à ce moment-là qu'on aurait vu disparaître — ou même simplement beaucoup diminuer — le chômage. Or les statistiques officielles dénombrent à cette époque 400 000 chômeurs, soit presque autant que les deux années précédentes.

Surtout, cet exemple montre le mensonge de la bourgeoisie et l'illusion du programme commun : aucune expansion, si forte soit-elle, ne supprimera le chômage.

UNE MODIFICATION BRUTALE DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS NE CHANGE LE NIVEAU DU CHOMAGE QUE PENDANT QUELQUES MOIS.

Prenons l'exemple des années 1967 à 1969 où entre en application la prolongation de la scolarité obligatoire : en trois ans, le nombre des jeunes ainsi retenus à l'école et qui sans cela auraient fait partie des travailleurs, avoisine 320 000. Le chômage aurait donc dû diminuer fortement. Il n'en est rien : jusqu'à la mi-1968, période de récession, il augmente puis jusqu'à la fin 1969, période d'expansion accélérée, il diminue de moins de 100 000.

Ainsi apparaît-il clairement que le chômage n'est pas dû non plus à un excès de travailleurs : une arrivée ou un retrait massif peuvent certes modifier le nombre de chômeurs pendant une courte période mais très vite le capitalisme adapte son appareil de production et retrouve le taux de chômage qui lui est à un moment donné indispensable.

L'HUILE ET LE MOTEUR

En somme, le capitalisme est comme un moteur de voiture : même quand il fonctionne « bien », il a besoin d'huile — mais son huile, c'est le chômage. Et quand il fonctionne mal comme en 1975, il lui en faut davantage.

Pas plus qu'on ne saurait supprimer l'huile sans inventer un nouveau moteur, pas plus on ne peut supprimer le chômage sans renverser le capital.

RESTRUCTURATION, REDEPLOIEMENT : LES SOLUTIONS POLITIQUES DE LA BOURGEOISIE ACCROISSENT LE CHOMAGE.

De 1962 à 1973, indépendamment des variations accidentelles et des crises économiques périodiques, le chômage a plus que doublé quelles que soient les sources statistiques retenues. Pourtant, depuis la libéralisation des échanges au sein du marché commun, l'appareil productif s'est profondément modernisé et supporte mieux la concurrence. Que s'est-il passé ?

En fait, l'abandon du système protectionniste fondé sur l'empire colonial a exposé inévitablement l'industrie française aux rafales de la concurrence internationale : les secteurs en déclin régressent plus vite, les entreprises archaïques sont balayées : de 1961 à 1969, 490 000 établissements sont ouverts, mais dans d'autres localités, dans des qualifications différentes. Les travailleurs sont victimes de licenciements plus nombreux (en 1962, 25 % des chômeurs proviennent de licenciements contre 44 % en 1969).

Bref, le système capitaliste exige une mobilité plus grande, et qui dit mobilité dit aussi période de chômage : 4,6 millions de travailleurs ont changé d'établissement entre 1965 et 1970, moitié plus qu'entre 1959 et 1964.

C'est là une des causes essentielles du chômage : le mouvement de fermetures d'établissements et d'ouvertures d'autres établissements, qui s'accélère avec l'aiguisement de la concurrence, crée un chômage de plus en plus important.

On peut s'attendre à un nouveau développement dans les années qui viennent — même si M. Chirac parvient à sortir de son tunnel. Car le « redéploiement », solution adoptée par la bourgeoisie pour faire face au renforcement des contradictions avec les concurrents étrangers, consiste à liquider plus vite encore ses canards boiteux pour développer ses fabriques de biens d'équipement ou d'armement, qui s'exportent bien. Cette exigence d'une mobilité accrue veut dire pour les travailleurs plus de chômage encore. En appelant cela le chômage « frictionnel », les experts reconnaissent qu'il n'a d'autre origine et d'autre nécessité que le fonctionnement même de l'appareil de production capitaliste.

DEUX SOLUTIONS ILLUSOIRES.

Les faits rappelés ci-dessus permettent de dénoncer maintes illusions. D'abord celle propagée par tous les organes racistes : selon eux, il suffirait de renvoyer 500 000 travailleurs immigrés pour diminuer de 500 000 le nombre des chômeurs. Pendant quelques mois sans doute le chômage diminuerait brusquement (mais pas de 500 000), mais très vite, il reviendrait à son niveau actuel comme il l'a fait pour les rapatriés, puis pour les jeunes.

Le capital a besoin actuellement de 5 % de chômeurs : ça lui est nécessaire compte tenu de ses conditions de fonctionnement, de la crise actuelle et de la politique de redéploiement. Diminuer le nombre de travailleurs de 500 000 diminuerait le nombre de chômeurs de 500 000 × 5 % = 25 000...

Prenons maintenant l'abaissement de l'âge de la retraite. C'est une mesure juste qui permettrait aux travailleurs de réduire leurs longues années d'exploitation, de cadences, de trajet, d'accidents et d'usure. Mais de là à faire croire qu'elle permettrait, avec d'autres mesures de replâtrage du système capitaliste, de diminuer ou même de supprimer le chômage, il y a un gouffre. Au bout de quelques mois, on reviendrait là aussi à la situation actuelle : 5 chômeurs pour 100 salariés. Aucun programme, commun ou autre, n'y fera rien : le capital c'est le chômage.

CONSTRUIRE UN NOUVEAU MOTEUR.

Supprimer le chômage est possible, mais seulement en supprimant le capital, en inventant un nouveau moteur. C'est seulement quand les travailleurs disposeront des moyens de production qu'ils pourront directement, sans chômage, abandonner une production en déclin pour entreprendre sur place la production de richesses nouvelles.

Qu'on pense seulement à l'opposition entre l'exode rural dans les campagnes françaises, et le développement, au fur et à mesure des disponibilités de main d'œuvre, d'ateliers ruraux par les paysans chinois !

Correspondant

POUR L'UNITE DES REVOLUTIONNAIRES

(SUITE)

Comme nous l'indiquions dans le numéro du 12 juillet de « Front Rouge », notre Parti propose que s'établisse dès maintenant un large débat public entre organisations révolutionnaires. La progression d'un tel débat pourrait conduire rapidement à des formes de plus en plus étendues d'unité d'action dans une perspective raisonnable, à l'unification organisationnelle des forces concernées. Nous avons proposé que ce débat se déroule dans un cadre politique à la fois souple et clair, délimitant à notre sens ce qui est force révolutionnaire ou pas sur la base des quatre points que nous rappelons ici :

1° Clairement définir la contradiction principale en France ;
2° Analyser correctement le révisionnisme et le combattre pied à pied ;
3° Engager la lutte contre les superpuissances américaine et russe ;
4° Concrétiser ces bases de luttes, ces points fondamentaux de ligne politique dans la voie de l'organisation révolutionnaire des masses.

A ce jour plusieurs organisations, de nombreux camarades nous ont déjà adressé une réponse positive, d'autres n'ont pas encore fait connaître leur position. Parmi ceux qui ont répondu à notre proposition, citons : Drapeau Rouge - Rennes Révolutionnaire, L'Humanité Rouge, des camarades du Travailleur de Rouen, des militants du courant Gauche Ouvrière et Paysanne. Nous invitons ici les camarades du P.D.U.P., de P.L.C., de l'U.C.F. (m-l), de Révolution !, ainsi que tous les groupes ou organisations concernés par ce débat à nous joindre rapidement afin que celui-ci puisse immédiatement s'engager.

Nous livrons à la réflexion de tous ces camarades les suggestions pratiques suivantes :

— Organiser une fois par mois, par exemple, un compte rendu public des discussions engagées ;

— Editer conjointement une revue, publication ou autre support contenant le compte rendu de ces discussions ainsi que tout autre texte ou document intéressant le débat et susceptible de le faire avancer ;

— Communiquer à l'ensemble des participants à ces débats le contenu des discussions bilatérales pouvant exister entre l'une ou l'autre des organisations.

D'autre part, il nous semble nécessaire de fixer un certain nombre de règles pour la tenue même de ce débat. Il s'agit d'un débat qui engage des organisations révolutionnaires et, de plus, d'un débat public. Aussi le principe « Unité à la base toujours, Unité à la base et au sommet quelquefois, Unité au sommet jamais » ne saurait valoir, puisqu'il régit les relations entre réformistes et révolutionnaires et non entre révolutionnaires, puisqu'il vise à rallier aux positions de la révolution les militants égarés dans les partis et organisations réformistes. Aussi le débat entre révolutionnaires doit-il strictement respecter l'autonomie spécifique de chaque organisation en vue même de la réduire par l'unité. Agir autrement serait couper court au débat et renforcer ce faisant l'esprit de groupe, si nuisible à l'unité et contraire en son fond à l'esprit de Parti.

Un autre principe de ce débat est que l'unité d'action doit découler d'un progrès réel de l'unité politique, d'une avancée réelle des discussions. Pour qu'elle ne soit pas une simple attitude conjoncturelle mais un moyen de progresser davantage, elle ne doit pas s'opérer par la contrainte. Ainsi, par exemple, remplacer une attitude d'ingérence dans le travail militant d'une organisation politique menée de manière violente et agressive par une attitude d'ingérence souple et harcelante, sans rapport avec l'avancée du débat, n'est guère meilleur. Par exemple nous ne pensons pas que les Comités de Lutte contre le Chômage soient le lieu de ces débats, nécessairement centralisés pour être efficaces.

Un autre principe de ce débat, c'est la loyauté entre ceux qui l'engagent et non la résurgence en son sein de l'esprit de groupe et de ces manœuvres dérisoires. Il s'agit de parvenir à l'unité et non « plumer la volaille » du voisin. Aussi par exemple faut-il combattre les bruits sans fondement développés par les trotskistes dans un but bien intéressé selon lesquels deux organisations se réclamant du marxisme-léninisme, notre Parti et l'Humanité Rouge, fusionneraient alors que le débat ne s'est pas encore engagé entre toutes les forces se réclamant de la révolution et que seul ce débat peut progressivement conduire à l'unité. De plus, rappelons-le, ce débat se mène au grand jour. Mais la nécessité de l'unité est suffisamment inscrite dans la réalité politique de ce pays pour venir à bout de toutes ces vicissitudes, à condition de respecter quelques règles élémentaires. Voilà ce que nous voulions préciser.

O.N.U. :

KISSINGER BAT EN RETRAITE

Les propositions faites par Kissinger dès le début de la session, ont tout simplement été ignorées par les pays du Tiers Monde. On se souvient que ces propositions consistaient essentiellement à multiplier les prêts et accroitre « l'aide », c'est-à-dire l'exportation des capitaux, un des moyens de domination des pays impérialistes sur les économies des pays du Tiers Monde. Ce plan est d'ailleurs, d'après Kissinger lui-même, un plan d'ensemble de « riposte », qui constitue la trame des positions américaines dans toutes les instances internationales face au Tiers Monde.

Ainsi à l'assemblée générale du Fonds Monétaire International, qui s'est tenue début septembre, le délégué américain a fait les mêmes propositions, précisant nettement que « plutôt que de conclure des accords visant à stabiliser les cours des matières premières, il est préférable de leur garantir par des mécanismes compensatoires les recettes d'importation. » *Il a par ailleurs déclaré que les U.S.A. voulaient renforcer les investissements des trusts multinationaux dans les pays en voie de développement. Deux façons de dire la même chose : les « mécanismes compensatoires » sont en effet ces « prêts » et « aides » proposés par Kissinger.*

Une nouvelle période d'affrontements s'ouvre entre les pays du Tiers Monde et les pays impérialistes. Après avoir échoué en 1974 dans sa tentative de scinder les pays du Tiers Monde producteurs de pétrole et non producteurs de pétrole, Kissinger cherche à contraindre les pays en voie de développement à accepter la mainmise impérialiste sur leur économie. Après le succès de la Conférence de Lima des non alignés, les pays du Tiers Monde ripostent en n'acceptant de discuter que sur les bases définies par eux-mêmes, sans tenir compte des propositions Kissinger. Tous s'accordent, comme l'a rappelé la Tanzanie à la tribune de l'ONU, pour affirmer que le « nouvel ordre économique mondial » devait répondre à deux exigences : « premièrement, les arrangements doivent être tels que les pays en voie de développement pourront participer, sur un pied d'égalité avec les pays développés, aux importantes décisions qui déterminent leur avenir. Deuxièmement, le nouvel ordre économique mondial doit créer de nouvelles conditions d'échange qui annulent les relations inégales entre les pays riches et les pays pauvres et fournissent les conditions nécessaires pour un développement indépendant. »

L'échec des propositions U.S. à l'O.N.U. sera d'autant plus criant qu'il se retrouvera en position de faiblesse au mois d'octobre, à la Conférence de Paris sur les matières premières, son « formidable » plan déjà taillé en pièces par les pays du Tiers Monde. Les manœuvres du social-impérialisme soviétique, sur lesquelles nous reviendrons, ne connaîtront pas plus de succès.

Grégoire CARRAT

PORTUGAL

Les "neuf" au pouvoir

Les soldats de la police militaire refusent de partir en Angola.

C'est fait. Le général Vasco Gonçalvès, figure de proue du révisionnisme, est éliminé du pouvoir. Le « conseil supérieur de la révolution » (CSR) est entre les mains des « neuf », le groupe d'officiers hostiles au révisionnisme et proches du P.S. ; ils préparent sa « restructuration » de façon à consolider leur pouvoir. Voilà le résultat des assemblées des trois armes et de l'assemblée générale qui se sont tenues dans la confusion le 5 septembre et les jours précédents. Isolé de tous les secteurs des masses par sa politique anti-populaire, objet des pressions des impérialismes occidentaux, et de leurs représentants, le PCP n'a pu plus longtemps s'accrocher au pouvoir.

Ce qui lui succède n'est pas plus réjouissant. On connait déjà le programme des « neuf », qui entre autre prêche le rapprochement avec les impérialistes européens, passe sous silence la domination US, s'inquiète du développement du mouvement des masses, assimilé à « l'anarchie ». La première mesure prise par le CSR remanié vient le confirmer avec éclat : il est interdit de publier toute information sur les événements à l'intérieur des unités militaires (sous peine de suspension pour les journaux qui passeraient outre) ; les soldats de la police militaire qui refusent de partir en Angola seront l'objet de sanctions. Les « neuf » tentent de réussir là où le PCP a échoué : refaire de l'armée portugaise un instrument efficace de répression des masses.

Par ailleurs, le PS, qui tient à exploiter sa victoire, poursuit sa campagne contre les Commissions de Travailleurs et d'Habitants, accusées d'être « un pouvoir parallèle à l'appareil politique et administratif de l'Etat » ; il exige le désarmement des masses. Et Soarès déclare ouvertement que « le général Spinola pourrait venir au pouvoir au Portugal ».

Mais la bourgeoisie portugaise n'est pas encore au bout de ses peines. D'une part, le mouvement des masses ne s'éteindra pas aussi facilement qu'elle l'imagine : les soldats de la police militaire ont refusé lundi la dissolution de leur régiment, décidée par le commandant de l'armée de terre, le réactionnaire Fabiano. La grève se poursuit chez les 1 200 travailleurs de l'entreprise Marconi, où l'Etat détient 80 % des actions depuis la nationalisation des banques.

D'un autre côté, les révisionnistes s'accrochent au pouvoir en poursuivant leur politique à double face : d'une part, ils prétendent aujourd'hui s'appuyer sur les soldats, auxquels ils refusaient la parole quand ils avaient les officiers pour eux : ils tentent, là comme ailleurs, de s'infiltrer dans le mouvement populaire pour en faire leur instrument. D'autre part, ils prêchent **« un cabinet ministériel qui ait l'appui des partis de gauche, notamment du PS et du PC »**, et tentent ainsi de continuer à gouverner sur le dos du peuple en alliance avec leurs rivaux d'hier.

En présence de ces deux difficultés, les nouveaux « hommes forts » du mouvement des forces armées n'auront pas la partie facile.

Jean LERMET

Bientôt dans le « QUOTIDIEN DU PEUPLE » notre débat :

"où va la révolution portugaise ?"

Cette question, de nombreux travailleurs de notre pays se la posent. « Le Quotidien du Peuple », ouvrira dans trois semaines un débat dans ces colonnes sur cette question. Nous publierons à cette occasion les éléments que nos reporters et de nombreux camarades ont ramené de leur voyage au Portugal cet été ; nous publierons aussi un certain nombre de documents portugais du M.F.A., d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme...

Dès maintenant nos lecteurs peuvent nous faire parvenir leurs témoignages, les problèmes qu'ils voudraient voir aborder, et toute contribution qu'ils jugeront utile de verser à ce débat.

Demande de contact avec le PCR

Nom .....

Profession .....

Adresse .....

.....

Envoyez au « Quotidien du Peuple » B.P. 225
75924 Paris Cedex 19

Garmendia et Otaegui : arrêtons la main du bourreau

Hacer todo para salvar los dos condenados

Du fond de son palais du Prado, édifié sur les ossements des centaines de milliers de victimes de la guerre civile, des innombrables anti-fascistes emprisonnés, torturés, massacrés depuis trente-cinq ans, le sinistre Franco a décrété la mort des deux patriotes basques Garmendia et Otaegui Partout en Espagne, la répression se déchaîne. Parmi les derniers emprisonnés, le Père Alfonso Carlos Bearza, de Basauri. Son seul crime : avoir refusé de dire la messe devant les flics en civil venus espionner dans l'église, avoir réclamé la grâce des deux vaillants fils du peuple basque. Et désormais, pour les procès politiques, les avocats n'auront même plus le temps de préparer la défense ; un nouveau décret stipule qu'ils seront prévenus dans un délai variant entre six et quarante-huit heures. C'est dans ces conditions que vont être jugés les cinq militants du FRAP de Madrid : Manuel Blanco Chivite, Pablo Mayoral Rueda, Vladimiro Fernandez Tovar, Jose Humberto Baena Alonso, Fernando Sierra Marcos. Le franquisme veut aussi leur tête.

Le peuple basque, les peuples d'Espagne, ne se laissent pas intimider. L'annonce de la condamnation de Garmendia et Otaegui a été accueillie par des grèves massives, par des manifestations monstres. Cependant, les politiciens bourgeois préparent dans leurs salons l'après-franquisme. Au premier rang, le parti prétendûment communiste de Carrillo. Pour lui et pour ses collègues de la « junte démocratique » fondée avec les carlistes, (ennemis fanatiques de la République pendant la guerre civile), la question du procès de Burgos, qui a condamné les deux basques, se réduit à « un vice de forme ».

Non, ce n'est pas cette « solidarité » là qu'il faut aux deux condamnés : auraient-ils été condamnés « dans les règles », nous n'en affirmerions pas moins notre solidarité révolutionnaire avec leur combat.

Depuis 1936, notre peuple est trop à l'unisson de ses frères d'Espagne pour laisser ce nouvel assassinat se perpétrer dans le silence.

Déjà, ces derniers jours, des manifestations ont eu lieu à Paris et dans les villes de province.

« SAUVONS GARMENDIA ET OTAEGUI »

« CONTRE LA REPRESSION, RIPOSTE POPULAIRE »

C'est un cri qui commence à monter, qui doit s'enfler jusqu'à atteindre le bourreau de l'Espagne, à le faire trembler sur son trône chancelant.

Intensifier l'action !

On apprend que le régime fasciste vient d'accepter de réviser le procès des deux Basques. Il se donne ainsi la possibilité de reculer, au cas où la mobilisation populaire continue. D'autre part, le procès des cinq du FRAP s'ouvre aujourd'hui.

Pour les deux de Burgos, pour les cinq de Madrid, intensifions l'action ! Forçons Franco à céder !

Garmendia e Otaegui : dos hijos valerosos del pueblo vasco que Franco hoy pretende asesinar como pretende condenar a muerte a los cinco militantes del FRAP de Madrid : Manuel Blanco Chivite, Pablo Mayoral Rueda, Vladimiro Fernandez Tovar, Jose Humberto Baena Alonso y Fernando Sierra Marcos. Dos que Luchan por la libertad contra el fascismo, dos por quien todos los pueblo de España se han sublevado en una misma ola de solidaridad, mas fuerte, mas amplia que hace quatro años. En el pais vasco, mas de 150 000 obreros han hecho huelga, miles de manifestantes gritan su odio del fascismo, su voluntad de acabar con la repression. Mañana seran mas, y eso a pesar del estado de excepcion que Franco quiere imponer a todo el pais.

Nosotros en Francia, denunciamos y denunciaremos sin parar la complicidad de la burguesia francesa que ayuda a los fascistas bajo la mascara del liberalismo.

Intensifiquemos las acciones de solidaridad para impedir ese nuevo crimen fascista !

El combate de Garmendia e Otaegui por la libertad, por la verdad, es un combate revulocionario, es nuestro combate, su liberacion nuestro asunto.

Massacres au Liban :

L'ACCORD KISSINGER ENTRE EN APPLICATION

DE NOTRE ENVOYE SPECIAL

Six jours après la signature de l'accord sur le Sinaï, les représentants égyptiens et israéliens se sont retrouvés hier à Genève, pour mettre au point ses modaliés d'application. Cet accord, dicté par l'impérialisme américain, continue de susciter d'importantes protestations dans les pays arabes, où se déroulent des manifestations de masse : à Damas, Syriens, Jordaniens et Palestiniens ont manifesté par milliers samedi, pour dénoncer l'accord. A l'issue d'une réunion de son Comité Central, réuni à Beyrouth, le Fath déclare que l'accord est « une base légale à l'intervention américaine dans la zone et il substitue à l'occupation israélienne une double occupation israélo-américaine des territoires arabes... ».

Les événements de ces derniers jours montrent ce que sont les soi-disant « petits pas vers la paix ». **En fait, Israël et l'impérialisme américain préparent la guerre. Tandis que les ministres israéliens de la Guerre et des Finances négocient à Washington avec le gouvernement américain, ce dernier lève officiellement toute restriction sur la livraison d'armes à l'Etat sioniste, qui s'apprête à recevoir en quantité des chasseurs F 15, des lance-missiles sol-sol et des bombes guidées par laser..., soit une aide militaire américaine qui atteindrait, pour l'année à venir, environ 1 000 milliards d'anciens francs. Le Premier ministre israélien Rabin, quant à lui, vient de réaffirmer (samedi 6 septembre) qu'**« Israël n'évacuerait pas plus de 100 à 200 mètres » **du Golan syrien, et ce au moment même où les forces sionistes attaquent quotidiennement le sud-Liban, bombardant et débarquant des troupes dans les régions de Saïda et de Tyr.**

Les accords de capitulation signés par Sadate, sous la houlette de Kissinger, encouragent aussi les forces réactionnaires du Liban. Les phalanges d'extrême-droite de Pierre Gemayel multiplient leurs provocations et leurs crimes dans le but d'isoler et de liquider la Résistance Palestinienne et les nombreuses forces populaires qui la soutiennent au Liban. Après Zahlé, dans le centre du Liban, les affrontements avec les groupes fascistes à Tripoli, dans le nord, ont fait en quelques jours des dizaines de morts dont douze passagers d'un car abattus dimanche soir, à coups de mitraillette par un responsable phalangiste. Mais l'activité des phalangistes se heurte à une résistance populaire de plus en plus massive et organisée.

C'est de ces circonstances que les dirigeants soviétiques entendent profiter pour imposer la présence de l'URSS au moyen-orient en tentant une nouvelle fois de se faire passer pour les « amis » des peuples arabes. Ils ont refusé, le 4 septembre, en tant de co-président (avec les Etats-Unis) de la Conférence de Genève, de participer à la signature de l'accord égypto-israélien. L'ambassadeur soviétique à Damas en a informé aussitôt officiellement le gouvernement syrien tandis qu'un message des dirigeants soviétiques était adressé la veille au président de l'OLP, Yasser Arafat. « Tous actes et mesures qui ne touchent pas les problèmes fondamentaux du réglement ne peuvent détendre la crise. Bien au contraire, ils ne peuvent que l'approfondir » **déclare l'Agence Tass. Mais, le social-impérialisme soviétique n'est sûrement pas intéressé par le réglement des problèmes fondamentaux ! Ne fait-il pas pression sur les pays arabes pour obtenir d'eux des accords de capitulation, lorsque, dans des déclarations récentes, il déclare garantir l'existence de l'Etat « d'Israël » ! Ne fait-il pas pression pour de tels accords lorsqu'il réclame la réunion de la Conférence de Genève dont il est co-président, sur la base de la reconnaissance d'« Israël » par les pays arabes, après avoir mis au point, avec l'impérialisme américain, le cessez-le-feu de la guerre d'octobre pour enrayer la lutte de libération des peuples arabes ? Le social-impérialisme n'est pas opposé à des accords de capitulation, bien au contraire, il est seulement opposé à la présence de son rival américain dans la région.**

Le camp Bourj Barajneh (Beyrouh) : les Palestiniens manifestent contre l'accord Kissinger.

Mercredi 3 septembre

Au moment où vient de se nouer l'accord de soi-disant « paix » Egyte-Israël, la guerre se poursuit ici, quotidienne. Les attaques israéliennes sur les camps palestiniens et les villages libanais du sud, redoublent de violence. Aujourd'hui, vers treize heures, à Sour, nous avons vu l'aviation sioniste survoler la ville et piquer à quelques kilomètres de là sur le camp de réfugiés palestiniens de Bourgholié, pour y lâcher des bombes qui ont tué plusieurs personnes dont des enfants près d'une école, détruit des maisons et ravagé des plantations d'arbres fruitiers. Les pertes en vies humaines ont pu être limitées grâce à la puissance de la riposte de la Résistance, qui a considérablement renforcé la défense anti-aérienne des camps de réfugiés, ces derniers mois.

Dans le sud du Liban victime de l'agression permanente, la grève et les manifestations de rue ont accueilli l'annonce de l'accord Egypte - Israël, comme à Beyrouth et dans d'autres régions du Liban.

Au sujet des forces réactionnaires libanaises, on s'attend généralement ici, aussi bien parmi les combattants palestiniens que parmi les progressistes libanais que nous avons rencontrés, à un nouvel affrontement armé avec les phalanges de Gemayel, et ce dans les prochains mois.

Les événements actuels de Zahlé, où des militants palestiniens et des travailleurs libanais et syriens sont pris pour cible par les forces d'extrême droite, montrent que la menace d'un affrontement plus général pèse aujourd'hui.

Mais, une caractéristique essentielle de la situation libanaise d'aujourd'hui, c'est le poids pris par les forces populaires qui soutiennent ici, les armes à la main, la Résistance Palestinienne. Par rapport à mai 1973, le mouvement de soutien dans les masses libanaises a, d'après les premiers éléments que nous avons pu recueillir, fait un grand bond en avant.

Au moment où « Israël » bombarde le Liban, et n'a nullement renoncé à ses visées expansionistes sur le sud-Liban (qui devrait faire partie du « grand Israël » selon les plans sionistes), dans le sud et l'est du pays (la Békaa) particulièrement, la population, les paysans, forment leur propre centre d'entraînement militaire pour combattre aux côtés de la Résistance Palestinienne. A Beyrouth, dans plus de la moitié des quartiers, l'armée libanaise et les phalangistes ne s'aventurent pas. Des libanais en arme sont présents dans ces quartiers, utilisant souvent les écoles comme base (exemple : le quartier de Chiah).

Durant les affrontements, les chrétiens ont eux aussi pris les armes contre les phalanges. Des villages chrétiens entiers, par exemple près de la ville de Saïda au sud de Beyrouth, ont pour la première fois pris position nettement contre les phalangistes (alors qu'en 1973, ils restaient dans une position hésitante à l'égard de l'armée libanaise qui attaquait les camps de réfugiés palestiniens).

Aujourd'hui, mieux que jamais, on peut dire avec certitude qu'il n'y aura pas au Liban de « Septembre Noir » (comme en Jordanie en 1970).

Jean-Paul GAY

EN BREF...

ANGOLA : ECHEC D'UNE AGRESSION SUD-AFRICAINE

Au début du mois de septembre, les troupes sud africaines sont intervenues à 110 kilomètres à l'intérieur du territoire de l'Angola. Elles ont attaqué à l'aide de blindés d'hélicoptères et de gaz lacrymogènes deux villes, après avoir rasé le poste frontière de Santa Clara.

Leur objectif était de rejoindre le barrage de Cunene pour l'occuper. Elles ont finalement dû se replier et retourner en Namibie. Les manœuvres agressives des racistes sud-africains sont vouées à de tels échecs.

VISITE DE SADDAM HUSSEIN EN FRANCE

L'ex vice-président Irakien, Saddam Hussein fait une visite d'une semaine en France. Lors de son voyage en Irak en décembre 1974, Chirac avait rapporté des projets d'accords économiques de près de 15 milliards. En réalité au cours de l'année 1975 les contrats effectivement conclus portent sur 2 milliards. L'impérialisme français qui se flatte d'être le « grand ami » de l'Irak n'occupe que la deuxième place parmi les fournisseurs, derrière l'impérialisme allemand. L'Irak reproche en particulier les prix élevés des produits français, ce qui retarde la conclusion d'accords importants comme la construction du complexe pétrochimique de Bassorah.

Au cours de la visite, l'impérialisme français espère vendre des centrales nucléaires, pour étoffer ses marchés. C'est l'une des raisons pour lesquelles une telle publicité est donnée à cette visite.

Mais aussi, les relations cordiales avec l'Irak sont un moyen pour assurer la présence de l'impérialisme français au Moyen-Orient, à l'ombre des manœuvres hégémoniques des deux super-puissances.

CAMBODGE : RETOUR DE SIHANOUK

Norodom Sihanouk doit rentrer au Cambodge. A la suite de son action pendant la lutte de libération nationale, le Congrès National Spécial du Cambodge tenu le 28 avril, après la libération totale du Cambodge, décidait : « Le Congrès National Spécial est unanime à considérer Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, président du Front Uni National de Libération du Cambodge (FUNK), comme une personnalité éminemment patriotique, ayant contribué à la lutte de libération nationale du Cambodge. En cette qualité, le Congrès National Spécial confirme Samdech Norodom Sihanouk dans son rôle de chef de l'Etat et de Président du FUNK, dans la nouvelle étape de l'histoire du Cambodge et dans la nouvelle société du Cambodge. »

TURQUIE : DES MILLIERS DE MORTS A LA SUITE D'UN TREMBLEMENT DE TERRE

La ville de Lice, dans le sud-est de la Turquie a été complètement détruite ainsi que les villages environnant par un tremblement de terre. Des milliers de paysans ont tout perdu dans cette catastrophe, plus de trois mille morts. Les survivants ont commencé à quitter la région. Un plan existait depuis douze ans pour déplacer les agglomérations, afin d'éviter les éboulements du Mont Siro au pied duquel se trouvait la ville, éboulements qui ont été particulièrement meurtriers au cours de ce tremblement de terre. Mais le gouvernement réactionnaire avait laissé courir jusqu'à la catastrophe d'aujourd'hui.

Dir. de publication C. Rey - N° Commission paritaire 51165 - Imp. Roto-Nation - Distribué par les NMPP.